

Communiqué de Solidaires étudiant-e-s Alsace & SUD éducation Alsace

A Strasbourg le 18 juillet 2022



Solidaires étudiant-e-s Alsace

Chez Solidaires Alsace
Maison des syndicats
1 rue Sédillot
67000 STRASBOURG

solidaires.etu.alsace@gmail.com
solidairesetualsace.wordpress.com



Sud éducation Alsace

Chez Solidaires Alsace
Maison des syndicats
1 rue Sédillot
67000 STRASBOURG

sudeducalsace@gmail.com
www.sudeducalsace.info

Tout le monde déteste le SNU !

Un article de Rue 89 Strasbourg relayé par Médiapart a récemment révélé qu'une centaine d'adolescent·e·s ont subi, dans la nuit du 5 juillet, une punition collective lors d'une session du Service National Universel se déroulant au lycée Jean Rostand de Strasbourg. S'il semble que le Rectorat ait réagi rapidement en procédant à la suspension de l'un des cadres mis en cause, le choix de recruter (notamment) d'anciens militaires pour encadrer des lycéen·nes reste quant à lui symptomatique d'une vision rétrograde et autoritaire de la jeunesse. De telles pratiques punitives, ajoutant l'humiliation à la violence, laissent peu de doute sur la finalité du dispositif.

Présenté sur le site de l'académie comme un "projet de société », le SNU est emblématique de la dérive que connaît l'éducation à la citoyenneté dans l'éducation nationale. "La culture de l'engagement" qu'elle entend promouvoir se limite de plus en plus à un engagement patriotique caricatural, nostalgique d'une période dans laquelle les pays d'Europe se préparaient à une vaste confrontation guerrière. Les valeurs républicaines sont réduites à des valeurs nationalistes dans lesquelles les droits des citoyens s'effacent devant les besoins de l'Etat et une prétendue « cohésion nationale », à l'opposé même des valeurs de liberté et d'égalité qui sont le socle de la République.

Rappelons que lors du dernier remaniement ministériel, Sarah El Haïry a été nommée secrétaire d'État chargée de la jeunesse. Son portefeuille inclut désormais le service national universel et est rattaché conjointement au ministère de l'Éducation nationale et à celui des armées. Cela montre que le SNU est bien une entreprise de militarisation de la jeunesse, et non un encouragement à l'exercice de la citoyenneté comme le présentent ses promoteur·trices. La secrétaire d'Etat s'était d'ailleurs déjà illustrée pour avoir diligenté une inspection de la Fédération des centres sociaux après une rencontre houleuse avec une centaine de jeunes sur le thème de la laïcité.

Cette double tutelle fait écho au rattachement de l'Enseignement professionnel au ministère du Travail, de Pôle emploi et de l'insertion ou encore aux Cités Éducatives associant préfecture et Education nationale. Ces dispositions, qui s'ajoutent au développement de nombreux partenariats de l'éducation nationale notamment avec l'armée, procèdent d'une forme de mise au pas de la jeunesse par la soumission à l'autorité

et la remise en cause de leurs droits en tant qu'étudiant·e·s et travailleurs·euses.

Alors que demeurent insatisfaits des besoins criants de la jeunesse et qu'un plan d'urgence pour l'éducation nationale et l'enseignement supérieur est vital, les dépenses engagées pour le SNU sont inadmissibles.

Plus que jamais nous revendiquons l'abrogation du SNU!